



Nadège Gaultier
membre de la
commission lait de la CAB

Chères adhérentes, chers adhérents,

A vous les « résistants » puisqu'il est constaté une baisse continue du nombre de producteurs bio ! Moins marquée en 2026, certes, mais tout de même de -5,2 % , accompagné d'une part croissante de fermes à se décertifier 7,76 %. Du coup la part de collecte bio en France ne cesse de diminuer, avec un prix du lait nettement moins rémunérateur chez nous que nos voisins Allemands et Autrichiens. Le grand ouest n'est pas épargné par cette baisse de production dû aux conditions climatiques de printemps et à l'impact de la FCO (une étude vous est présentée dans cette lettre). Aujourd'hui, malheureusement au vu des canicules à répétitions, le maintien de la production est compliqué. A mes yeux, nos animaux résistent car l'espace qui leur est proposé (bâtiments plus spacieux, espaces ombragés, maintiens des prairies) les aide à faire face à ces conditions suffocantes...

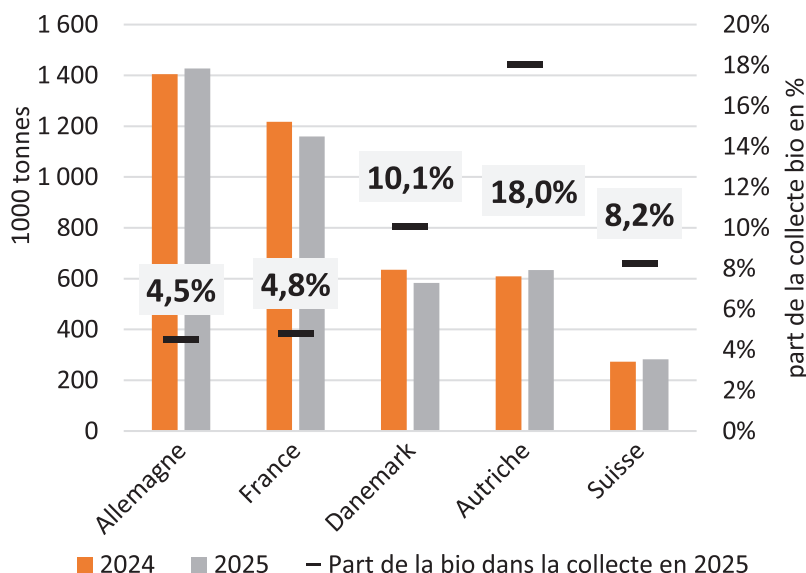
Gardons en tête la progression de la consommation bio + 5 % en 2025 après 4 années de baisse. Pour continuer à promouvoir nos produits bio, un grand MERCI à Isabelle et Rodolphe Doineau (53), Marina et Antony Bureau (49), ainsi qu'au 2 fermes du 44 et celle du 85, d'avoir ouvert leurs portes en organisant différents petits déjeuners, repas et temps conviviaux. Cette belle initiative du réseau est à maintenir pour toujours valoriser notre métier et attirer de nouvelles personnes. Dans cette même lancée afin de continuer à promouvoir notre robustesse, l'action du réseau permettant de calculer l'impact carbone de nos systèmes est récemment sortie, après 5 années de suivi de 11 fermes vendéennes. Une première approche positive vous est présentée ci-dessous.

Je vous souhaite une bonne lecture dans vos moments de fraîcheur !!! Bon courage à toutes et tous.

CONJONCTURE EUROPÉENNE ET NATIONALE

UNE COLLECTE EUROPÉENNE AVEC DES DYNAMIQUES DIFFÉRENTES

Collecte annuelle de lait biologique dans les principaux pays producteurs européens et part de la collecte bio en 2025



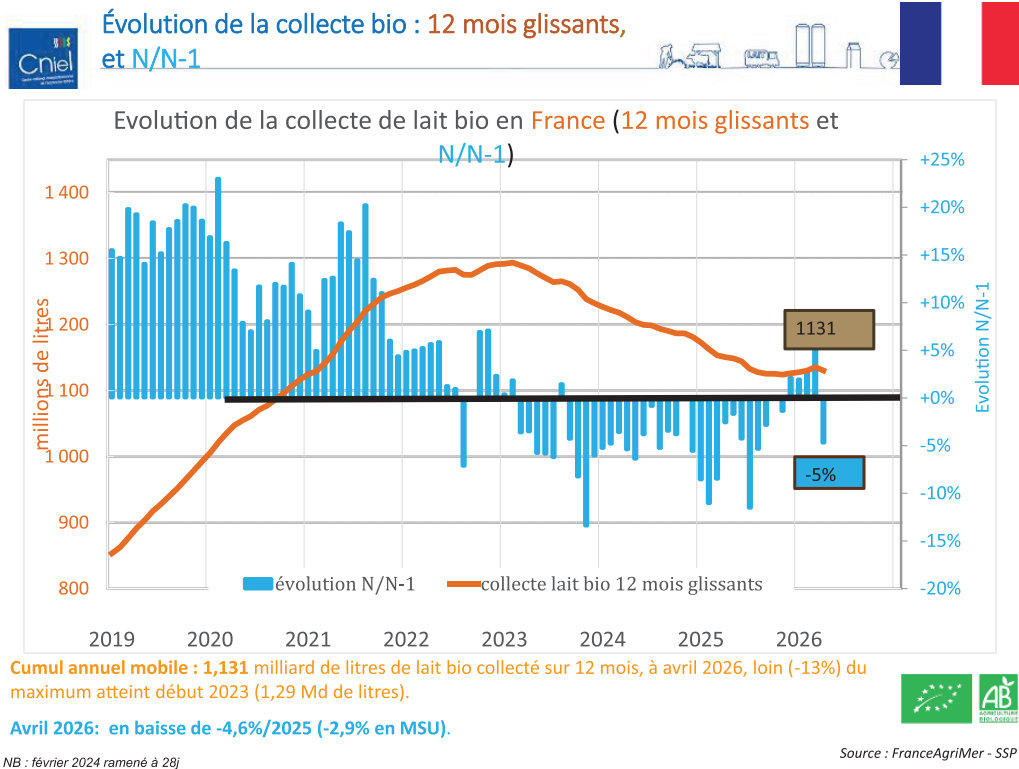
L'Allemagne premier producteur de lait bio en Europe continue sa progression, alors que la France 2^{ème} producteur connaît un repli entre 2024 et 2025. Pour ces deux pays la part du bio est inférieure à 5%, 4,5% pour l'Allemagne et 4,8% pour la France. L'Autriche continue sa dynamique et devient le 3^{ème} producteur européen en litrage avec une part non négligeable de la collecte en bio vs de la collecte globale (la bio représente 18%).

Autre point important, le prix payé producteur n'est pas comparable entre les différents pays. Le prix du lait bio sur 12 mois glissants ramené au standard (38TB - 32TP) en 2025 est de 643€ pour l'Allemagne, 588€ pour l'Autriche et 514€ pour la France.

UNE COLLECTE BIO EN REPLI EN AVRIL

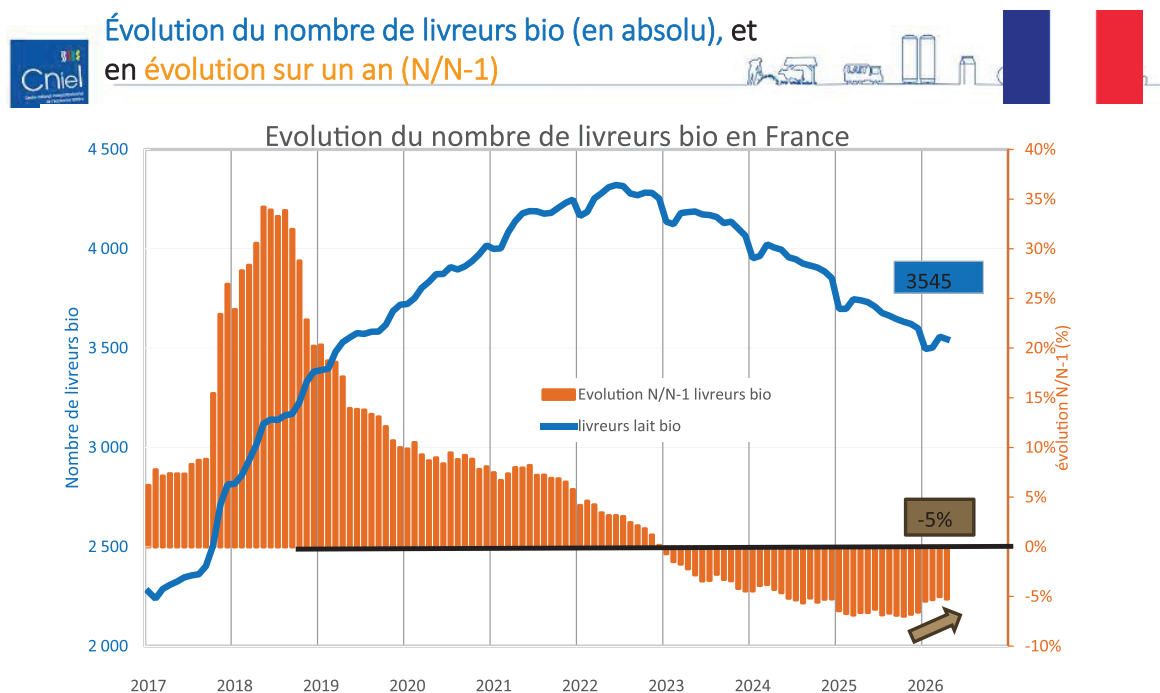
En avril 2026, après plusieurs mois de redressement, la collecte s'est de nouveau repliée de -4,6%/2025 en litrage (-2,9% en MSU avec hausse du TB (+1,5%) et du TP (+2,2%)), mais +1,2%/2025 sur les 4 premiers mois. Sur 12 mois glissants, la collecte reste en léger recul (-1,8%).

Ce retournement s'explique principalement par le net ralentissement observé dans le Grand Ouest, sous l'effet des conditions sèches du printemps dans certaines zones, mais surtout des conséquences différées, sur les naissances, de l'épisode de FCO intervenu à l'été 2025.



UN NOMBRE DE PRODUCTEURS BIO TOUJOURS EN BAISSSE

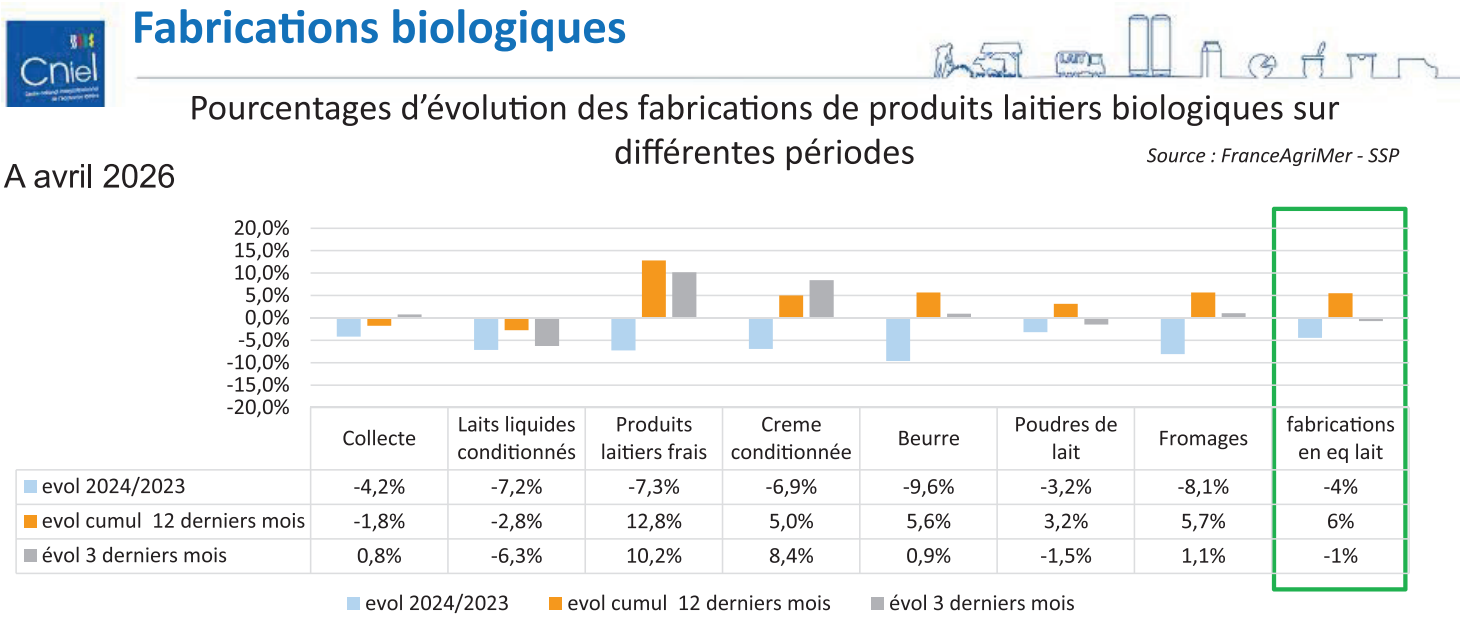
La baisse du nombre de livreurs se poursuit en 2026 (-5,2 % sur un an), mais à un rythme moins soutenu qu'en 2025 et cela devrait se confirmer pour le reste de l'année 2026 (écart du prix du lait bio se creuse vis-à-vis du conventionnel). Le recul est plus fort dans l'Est que dans le Grand Ouest.



DES FABRICATIONS DE PRODUITS LAITIERS QUI FLÉCHISSENT EN AVRIL

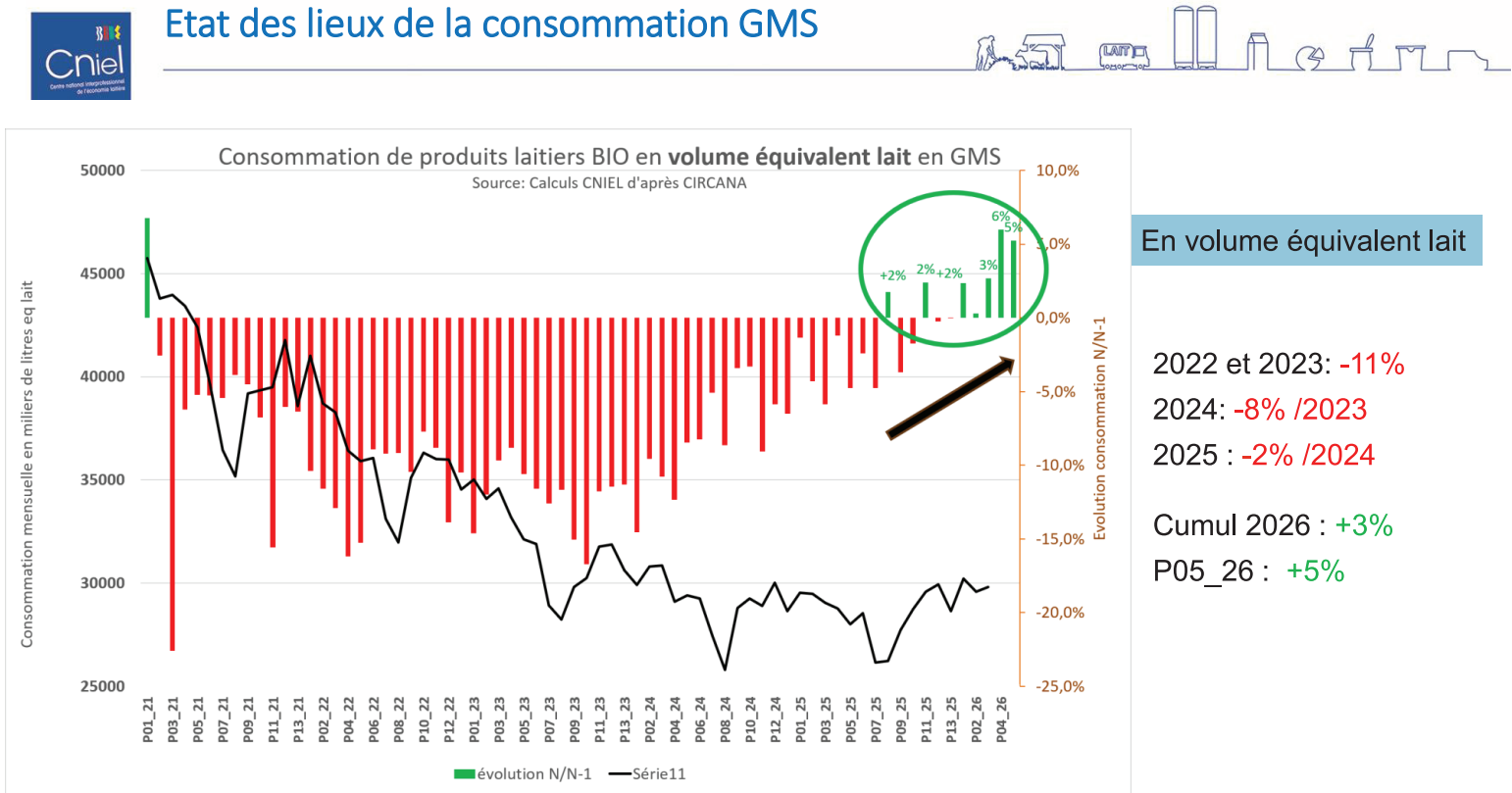
Les fabrications en équivalent lait étaient proches de la stabilité en cumulé entre février et avril (-1 %), avec une chute constatée sur le seul mois d'avril (-10% en eq lait). Sur ces trois mois, la progression des produits laitiers frais (+10 %) et des crèmes conditionnées (+8 %) se poursuivait, tandis que les fabrications de laits liquides conditionnés (-6 %) reculaient.

Les fabrications restent orientées à la hausse sur les douze derniers mois (+6 % en équivalent lait), portées principalement par les produits laitiers frais (+13 %), les poudres de lait (+3%) et les fromages (+6%).



UNE CONSOMMATION QUI CONTINUE SA PROGRESSION

L'irruption du conflit au Moyen-Orient n'a pas déprimé la consommation de produits laitiers bio, qui a au contraire connu depuis mars ses plus fortes hausses depuis 4 ans, avec un +5% /2025 en équivalent lait sur la P05 (mi-avril à mi-mai). Sur le début de l'année 2026, la progression est de +3 %/2025 en GMS.



Première catégorie à voir ses ventes bio trébucher dès fin 2019, l’ultra-frais est également la première à avoir rebondi en 2025. Malgré leur redressement progressif, les ventes de beurres, de fromages et de lait bio sont restées en recul, en cumul sur l’année 2025.

Début 2026, toutes les catégories sont passées à la hausse, mais restent nettement en deçà de leur niveau de 2019.

Cumul sur 2026 (à P05 2026)					
En cumul sur l'année					
BIO	Beurre bio	Crèmes bio	Fromages bio LS	Lait liquide bio	Ultra-frais bio
cumul 2019 P05	4 199	2 667	3 509	110 279	31 354
cumul 2025 P05	2 790	1 810	2 538	83 050	22 173
cumul 2026 P05	2 856	1 853	2 611	85 545	22 752
évolution 2026/2019	-32%	-31%	-26%	-22%	-27%
évolution 2026/2025	2,4%	2,4%	2,8%	3,0%	2,6%

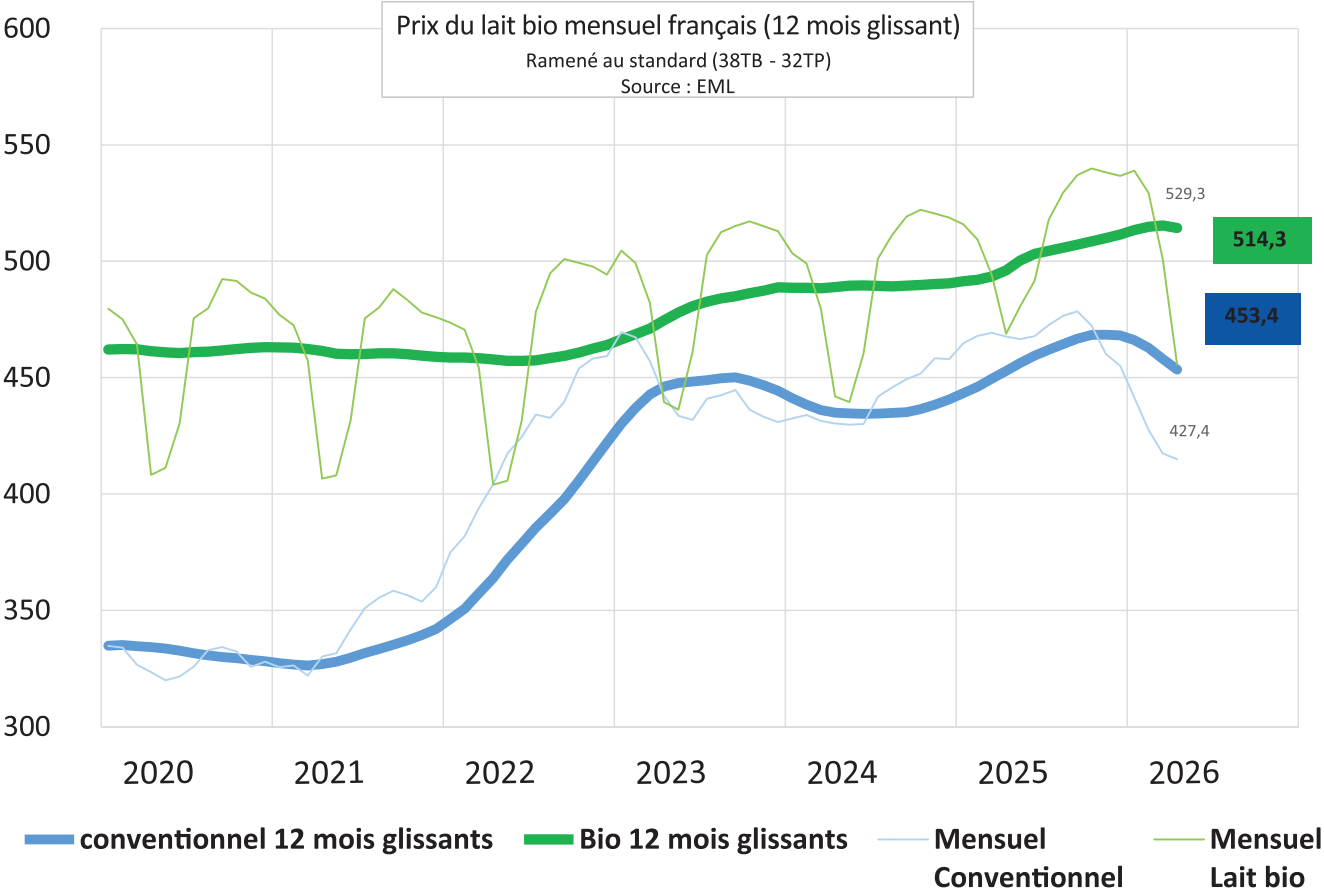
Autre point, le nombre moyen de références bio continue de baisser sur les fromages, mais se redresse sur le beurre, et se stabilise sur le lait liquide et l’ultra-frais.

UNE BAISSSE DU PRIX DU LAIT BIO PAYE AUX PRODUCTEURS EN AVRIL 2026 VS AVRIL 2025

Pour la première fois depuis plusieurs années, le prix du lait bio était en baisse sur un an en avril (-2,8%/2025, à 455,5€/1000L en 38/32). La forte disponibilité de lait en Europe lors du pic de collecte a provoqué un net repli des cours des produits laitiers et du marché spot, augmentant le coût des volumes déclassés pour les opérateurs les plus exposés.



Prix mensuel payé aux producteurs

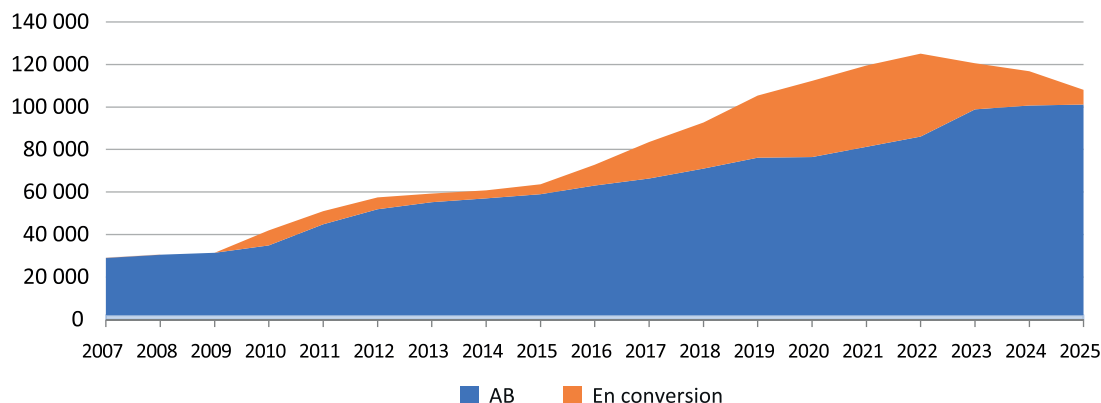


OBSERVATOIRE RÉGIONAL LAIT BIO : état des lieux des fermes ligériennes bovin lait bio en 2025

Synthèse des données de l'Observatoire national de l'AB (ONAB) – Agence Bio

DIMINUTION DU CHEPTEL LIGÉRIEN BIO ET EN CONVERSION SE POURSUIT

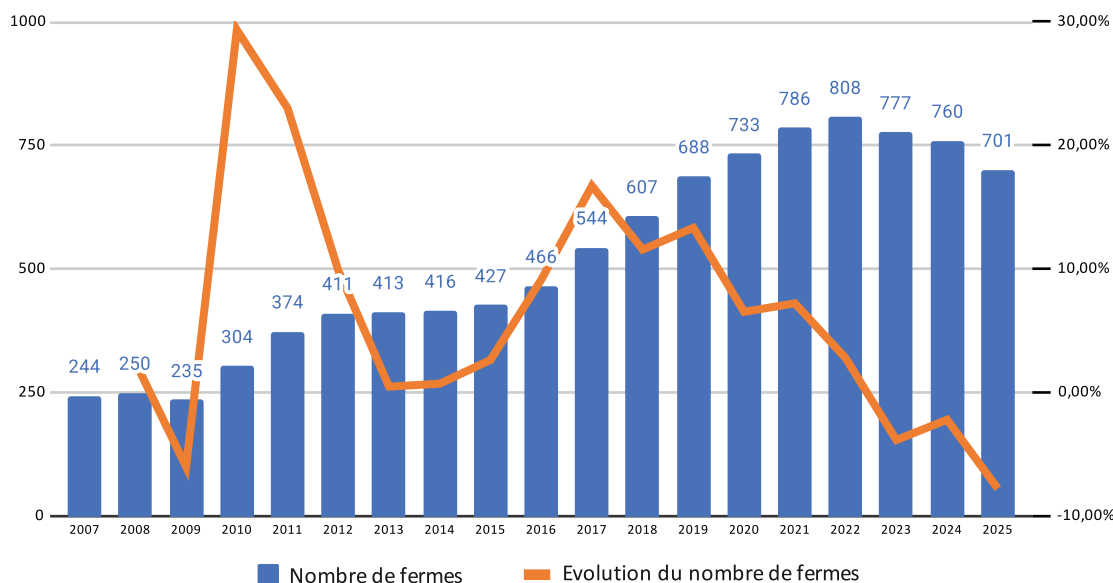
Evolution du nombre de vache laitière bio et en conversion en Pays de la Loire



Depuis 2023 le cheptel bovin laitier bio et en conversion diminue. On constate un tassement dans l'érosion, lié au cheptel en conversion, passé en bio. Même si le nombre d'animaux régresse, le volume produit par vache augmente en lien avec des stocks fourragers en quantité, et de très grande qualité.

UN NOMBRE DE FERMES BIO EN BOVIN LAIT EN CORRÉLATION AVEC LA DIMINUTION DU CHEPTEL

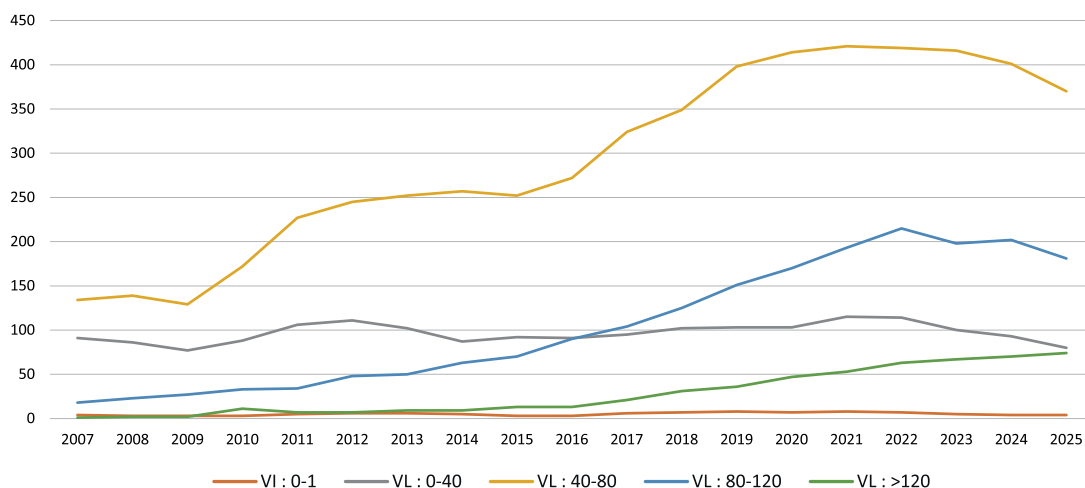
Evolution du nombre de fermes en élevage bovin lait en production principale En Pays de la Loire



La réduction du nombre de fermes est en corrélation avec la diminution du cheptel. Il y a eu beaucoup plus de fermes à se décertifier entre 2024 et 2025 -7,76% en comparaison entre 2023 et 2024 -2,18%.

UNE TENDANCE À UNE AUGMENTATION DES TROUPEAUX PAR FERME

Evolution par classe de cheptels (nombre de fermes par classe) en Pays de la Loire



On constate depuis 2016 une augmentation des troupeaux par ferme avec une progression des fermes avec plus de 120 bovins laits (+5.71%). Par contre, les fermes entre 40 et 80 vaches diminuent le plus (-7.73% entre 2024 et 2025).

IMPACT CARBONE : ANALYSE DES DIAGNOSTICS CARBONE APRÈS 5 ANS EN VENDÉE

11 fermes vendéennes ont réalisé une comparaison entre les diagnostics carbone de 2019-2020 et de 2023-2024. Les premiers résultats sont plutôt encourageants.

Quelques éléments d'analyse, les fermes ont eu tendance à reprendre un peu de surface, tout en réduisant les nombres de vaches laitières et en réduisant les âges au 1er vêlage : d'où une réduction moyenne de chargement de -0.2UGB/ha de SFP lait. Par ailleurs, les fermes ont encore gagné en autonomie protéique : + 3.6 %. La place des prairies temporaire a encore augmenté dans l'assolement : + 6.4%. Le nombre de jours au pâturage a encore rallongé : + 29.2 jours/an. Le nombre de linéaires de haies a encore grandi : + 54.6 ML/ha SAU lait. La consommation de carburant a encore diminué : - 1 219 MJ/ha de SAU.

Synthèse des résultats des diagnostics CAP2ER et références pour 11 fermes laitières bio en Vendée

Evolution des résultats entre les deux phases de diagnostics	SAU (ha)	UGB	VL (effectif moyen)	Chargement (UGB/ha SFP lait)	Production lait (L bruts/VL/an)	Age 1er vêlage (mois)	Taux de renouvellement (%)	Autonomie protéique (%)	Quantité de concentré dans ration VL (g/L)	Prairie temporaire dans la rotation (%)	Nombre de jours plein au pâturage (nb/VL/an)	Linéaire de haie (mètre linéaire/ha de SAU lait)	Consommation carburant + électricité (MJ*/ha de SAU)
Moyenne 2019-2020 du groupe	156,2	120,2	85,0	1,1	5960,5	31,3	25,4	88,3	122,7	62,5	192,2	120,6	9176,3
Moyenne 2023-2024 du groupe	163,8	107,3	83,1	0,9	4877,2	28,9	23,1	91,9	115,3	68,9	221,4	175,2	7956,8
Moyenne 2013-2024 Région Pays de la Loire AB	137	124	78		5930	30	33	88	128	26	210	109	22284
Moyenne 2013-2024 Nationale AB	114	99	70		5523	31	33	87	134	39	199	80	11235

Impacts sur l'empreinte carbone

Evolution des résultats entre les deux phases de diagnostics	Émissions brutes de GES kg (équ.CO2/L de lait corrigé)	Stockage de GES (équ.CO2/L de lait corrigé)	Empreinte carbone (équ.CO2/L de lait corrigé)	Émissions brutes de GES (kg équ.CO2/ha SAU)	Stockage C (kg équ.CO2/ha SAU)	Empreinte carbone (kg équ.CO2/ha SAU)
Moyenne 2019-2020 du groupe	1,0	0,3	0,7	4274,6	1053,9	3220,8
Moyenne 2023-2024 du groupe	1,1	0,5	0,5	3589,2	1588,7	2000,5
Moyenne 2013-2024 Région Pays de la Loire AB	0,98	0,26	0,72	8098	631	7467
Moyenne 2013-2024 Nationale AB	1,05	0,34	0,71	5027	1461	3566

Le groupe des 11 fermes vendéennes arrive en moyenne à une empreinte carbone de seulement :

- 0.5 kg équ.CO2/L de lait corrigé (au lieu de 0.7 kg équ.CO2/L de lait corrigé entre 2019-2020)
- 2 000 kg équ.CO2/ha SAU (au lieu de 3220 kg équ.CO2/ha SAU entre 2019-2020)

Le bilan technique complet de l'étude donnera plus de précisions explicatives sur ces chiffres.

L'enquête DNC en Pays de la Loire montre le besoin de travailler ensemble

La dermatose nodulaire contagieuse, ou DNC, est une maladie virale des bovins, transmise par des insectes piqueurs. Non transmissible à l'être humain, elle peut avoir des conséquences importantes en élevage. Classée au niveau européen parmi les maladies à éradication immédiate, elle entraîne des mesures strictes dès la détection d'un foyer.

Détectée pour la première fois en France le 29 juin 2025, en Savoie, la DNC s'est ensuite étendue à plusieurs départements, dans l'Est puis dans le Sud-Ouest. Aucun nouveau foyer n'a été confirmé en France depuis le 2 janvier 2026, mais la situation reste suivie de près en Europe, notamment après de nouveaux foyers déclarés en Sardaigne au printemps 2026.

Au-delà de la maladie elle-même, ce sont surtout les mesures de gestion qui ont suscité de fortes réactions sur le terrain : abattage total des troupeaux, abattage partiel, vaccination, zonage, circulation des animaux. Ces débats ont rapidement dépassé les territoires touchés et interrogent plus largement notre manière de gérer les crises sanitaires en élevage.

DNC : CE QUI DIVISE / CE QUI RASSEMBLE



CE QUI DIVISE



Abattage total / partiel / opposition à l'abattage



Vaccination étendue / localisée / obligatoire



Perception de la gravité de la DNC



CE QUI RASSEMBLE



Besoin d'information fiable



Échanges entre éleveurs



Prévention et robustesse des troupeaux



Immunité et résilience des troupeaux



Coordination et anticipation

80

contributions

48

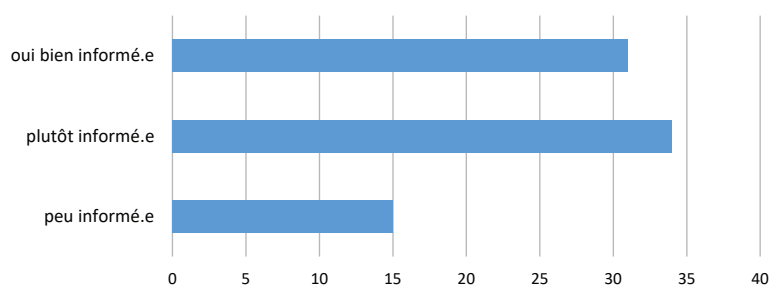
réponses en Loire-Atlantique

32

réponses régionales

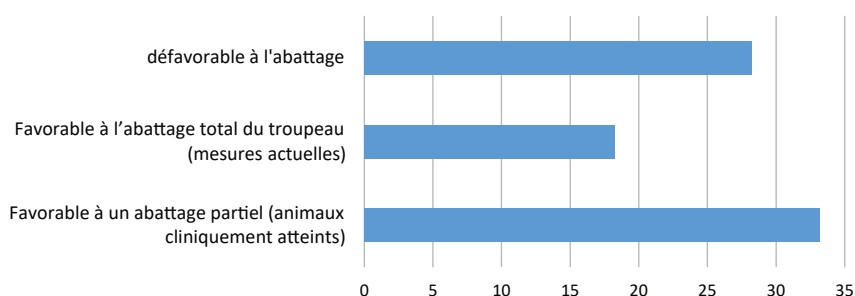
Dans ce contexte, le GAB 44 a interrogé ses adhérents ainsi que les adhérents des autres départements de la région pour mieux comprendre leur perception de la DNC, des mesures sanitaires et des priorités à défendre collectivement. Les 48 réponses recueillies en Loire-Atlantique ont été croisées avec 32 réponses régionales, soit 80 contributions au total.

Trois enseignements ressortent de cette enquête



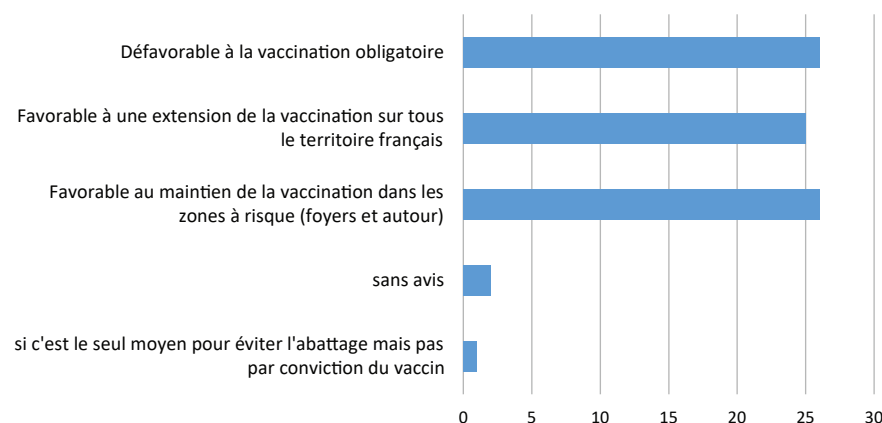
Premier enseignement : les éleveurs ne manquent pas seulement d'information, ils ont besoin d'informations fiables, croisées et discutées. Huit répondants sur dix se disent bien ou plutôt bien informés, mais les commentaires libres montrent une attente forte pour faire le tri entre données scientifiques, consignes officielles, retours de terrain et rumeurs.

Concernant l'abattage des animaux en cas de foyer DNC proche de chez vous, vous êtes plutôt :

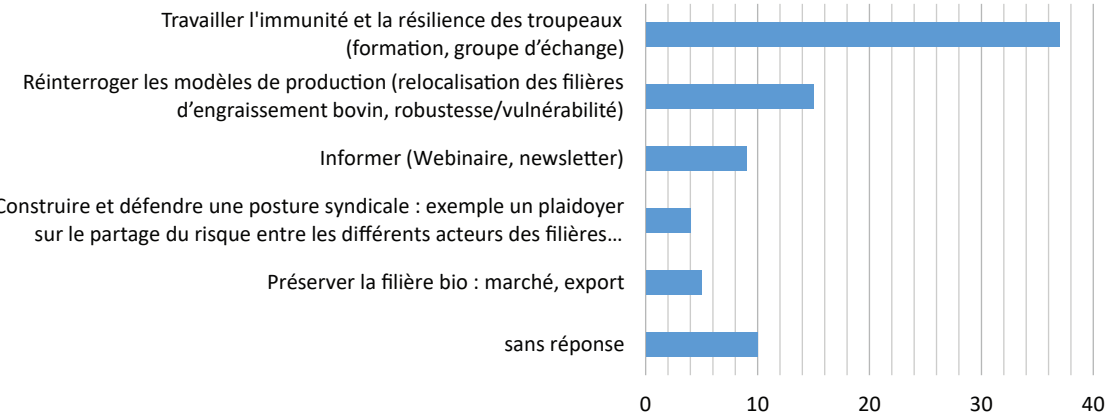


Deuxième enseignement : il n'y a pas de consensus concernant les mesures d'urgence appliquée. En Loire-Atlantique, l'abattage partiel et total est la position la plus citée. Dans les réponses régionales, l'opposition à l'abattage ressort plus fortement. Les avis sont également partagés sur la vaccination, entre extension nationale, maintien en zones à risque et refus d'une obligation vaccinale.

Concernant la vaccination contre la DNC, vous êtes plutôt :



Quelles dimensions vous semblent prioritaires à traiter, à l'échelle du réseau GAB/FNAB sur ce sujet ?



Troisième enseignement : malgré ces divergences, des priorités communes se dégagent clairement. Le travail sur l'immunité et la résilience des troupeaux arrive très nettement en tête. Il est classé en première priorité par plus de la moitié des répondants, et dans les deux premières priorités par plus des trois quarts. Les commentaires évoquent aussi la prévention, la robustesse des systèmes, l'autonomie, la qualité des sols, la biodiversité, la sélection et les races résistantes.

« Cette crise montre toute l'importance du collectif (formations, partages d'expériences de terrain) et de notre devoir de rester en lien avec le réel scientifique et non l'affect des réseaux sociaux qui est pour moi différent de l'affect que l'on se doit d'avoir avec nos animaux. Une meilleure connaissance des nouvelles maladies et du comportement de nos animaux est indispensable. »

Eleveur du 53

Cette enquête montre un besoin de méthode : continuer à informer, ouvrir des espaces d'échange, reconnaître la diversité des positions et travailler sur ce qui rassemble. Pour le réseau bio, l'enjeu est là : porter la voix des éleveurs dans sa diversité, sans esquiver les désaccords, tout en renforçant collectivement la robustesse des systèmes d'élevage.

Manon Bourasseau GAB44

Étude d'impact FCO sur les élevages bio de Bretagne

En parallèle la FRAB Bretagne a réalisé une étude sur l'impact de la FCO sur les élevages bio de Bretagne. Une enquête a été diffusée entre septembre et décembre 2025. Il y a eu 94 réponses dont 73 potentiellement ou totalement exploitables. La répartition des productions s'est faite surtout en bovin lait (41) ensuite vient l'ovin viande (14), puis le bovin viande (9), l'ovin lait (5) et le caprin lait (4). Ce sont des données déclaratives donc il faut rester prudent dans l'interprétation, mais cela donne des indications.

Les objectifs étaient les suivants : référencer et quantifier les impacts du passage FCO sur l'ouest en 2025 et dresser un état de situation à destination des acteurs.

100% des répondants en bovin lait déclarent que leur cheptel présente de symptômes.

Symptômes relevés	- croûtes/ulcères trayons 75 % - boiteries 56 % - fièvre 41 % - croûtes/ulcères bouches 39% - écoulement nasal 37 % - perte d'état 34% - mammites/montées cellulaires 31% - hypersalivation 20% - œdèmes tête 5%												
Focus sur l'impact fertilité	- perte de fertilité sur 63% des cas - quelques avortements (entre 5 et 30) et retours d'IA jusqu'à des situations extrêmes (50% de vaches vides à l'écho) - perte moyenne : 2-3 jeunes/élevage (hors avortements) - peu de pertes animaux adultes (0 à 4, un cas extrême à 29 VL perdues) - peu de naissances malformées												
Impacts évalués sur la production de la ferme	Pertes de production <table border="1"><thead><tr><th>Élevage</th><th>Perte de production (approx.)</th></tr></thead><tbody><tr><td>Bovin lait</td><td>-25%</td></tr><tr><td>Bovin allaitant</td><td>-5%</td></tr><tr><td>Caprin</td><td>-20%</td></tr><tr><td>Ovin Lait</td><td>-25%</td></tr><tr><td>Ovin viande</td><td>-30%</td></tr></tbody></table>	Élevage	Perte de production (approx.)	Bovin lait	-25%	Bovin allaitant	-5%	Caprin	-20%	Ovin Lait	-25%	Ovin viande	-30%
Élevage	Perte de production (approx.)												
Bovin lait	-25%												
Bovin allaitant	-5%												
Caprin	-20%												
Ovin Lait	-25%												
Ovin viande	-30%												

Impact clinique -traite	Ce qui ressort principalement : - atteinte très forte des trayons, avec impact direct sur la traite - atteinte majeure de la reproduction boiteries fréquentes, parfois sévères - montées cellulaires / mammites assez fréquentes - effets parfois décalés dans le temps Conséquences concrètes : - traite compliquée - lait non valorisable - vaches vides/avortements - réformes anticipées
Impacts économiques	Pertes économiques sortie d'été 2025 - entre 0 et 25 000 € - moyenne variant entre 3 000 et 10 000 € - fermes déclarant peu d'impacts : fermes sans symptômes cliniques observés ou dont la reproduction est décalée -> impact économique non évaluable été 2025 Estimation des pertes futures (2025-2027) - vigilance quant à la fiabilité des estimations déclaratives - majorité des éleveurs-ses ne sont pas en capacité d'estimer l'impact éco des pertes futures (dépendent des échographies d'automne, non connues à date d'enquête) - lorsque des estimations sont données : entre 10 000 et 20 000 € supplémentaires
Les pertes économiques à quel niveau ?	- perte de production entre -5 à -40% en bovin lait - perte en fertilité : 10 à 35 vaches non gestantes selon les élevages, coût estimé variable entre 1 000 et 15 000 € - mortalité des jeunes, des adultes, réformes : 1 000 à 15 000 € selon la taille et le système de production - frais vétérinaires : 1 000 à 2 500 € selon les troupeaux - travail supplémentaire (surveillance, soins, traitements, réorganisation du troupeau, allotements, etc.) 500 à 3 000 € - Trésorerie dégradée : retards de vente d'animaux, lactations décalées, baisse des volumes, dégradation de qualité du lait - Près de la moitié des élevages a un impact modéré d'un point de vue économique (entre 3000€ à 8000€), un impact fort (entre 10000€ et 20000€) près d'un quart et un impact faible (entre 0 et 1000€).
Impacts non chiffrables	- impact moral - incertitudes sur l'avenir des troupeaux - difficultés à se projeter techniquement et stratégiquement - questionnements importants sur la vaccination, les stratégies sanitaires - surcharge mentale et stress

Le bilan de l'étude montre une crise sanitaire, une crise économique et de fortes incertitudes pour 2026-27. On constate une forte diffusion clinique de la FCO dans plusieurs filières. Également nous observons un impact majeur sur la reproduction. Il y a des baisses de production importantes dans les systèmes laitiers. Le bovin laitier bio est très marqué par le passage FCO, amplifié par un contexte climatique défavorable. Les conséquences les plus importantes étaient encore à venir au moment de l'étude. L'étude met en évidence : la nécessité d'outils d'anticipation sanitaire, un besoin d'information plus rapide et territorialisée et l'importance d'accompagner économiquement les fermes touchées.

Niels Bize, FRAB Bretagne

RÉFÉRENCES TECHNICO-ÉCONOMIQUES : ÉTAT D'AVANCEMENT

Le GAB 44 et le CIVAM BIO 53 font un suivi régulier des références technico-économiques via un référentiel.

Le GAB 44 va présenter lors d'une journée technique au niveau de la communauté de communes d'Erdre & Gesvres, le référentiel lait bio pour montrer la transmissibilité et la robustesse des fermes laitières bio en 44. Une fiche synthétique sur la notion de transmissibilité en bovin lait bio depuis 10 ans sera réalisée courant automne, ainsi que le référentiel bovin lait bio année comptable 2024.

Une journée de restitution sera organisée en Mayenne pour présenter les résultats du référentiel 2024/2025 à l'été/automne. Paul apprenti au CIVAM BIO 53 a travaillé sur un outil sous forme de tableur, afin d'étudier le temps de transmission pour une ferme laitière en bio.

Quelques données « Installations/transmissions » en bovin lait au Civam bio 53

Les données CIVAM sont issues de 14 à 26 fermes mayennaises en AB. Les données RICA sont extraites du Réseau d'Information Comptable Agricole à l'échelle Pays-de-la-Loire pour 62 à 78 fermes dont moins de 10% en AB.

1 – Des fermes de plus en plus conséquentes – Evolution sur 8 ans entre 2016 et 2023

	SAU par UTH	UGB par UTH	Capital par UTH	Production par UTH
Fermes bio CIVAM 53	+ 8 ha	+ 8 UGB	+ 302 €	+ 8 820 litres de lait
RICA PDL	+ 6 ha	+ 12 UGB	+ 96 925 €	+ 59 110 litres de lait

Avec un nombre d'UTH croissant, chaque travailleur mobilise plus de terres, plus d'animaux et plus de capital rendant les fermes toujours plus conséquentes. Malgré tout, les fermes biologiques se démarquent des conventionnelles en étant dimensionnées à taille humaine. Avec une production de lait deux fois moins importante, la ferme laitière biologique mobilise 16 hectares de moins, 25 UGB de moins et 105 000€ de capital en moins par UTH.

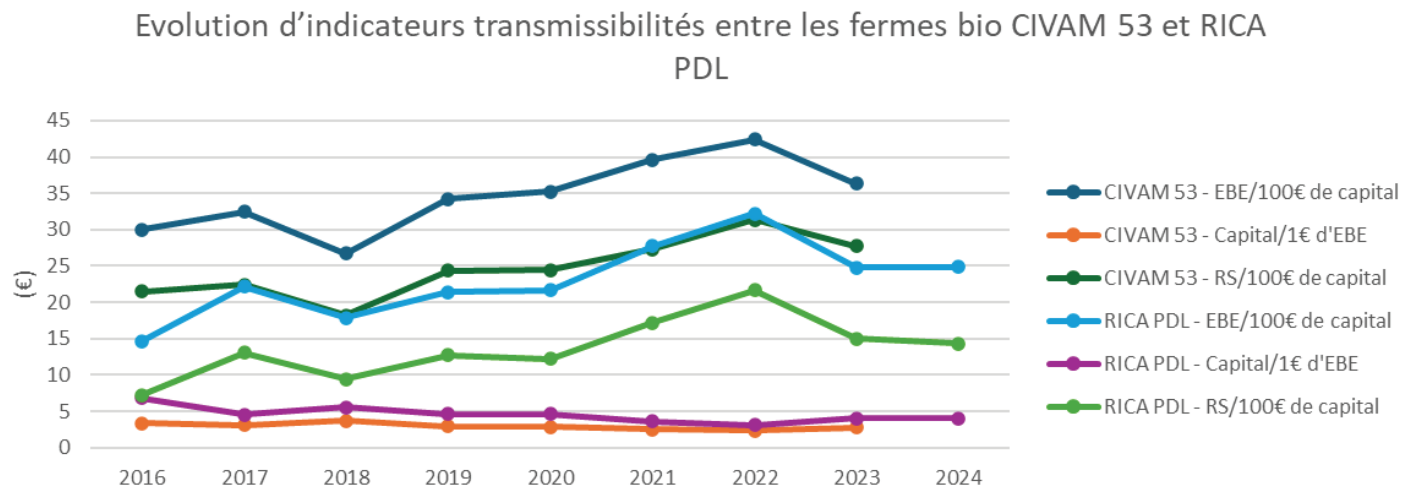
2 – Des fermes bio mayennaises CIVAM plus facilement transmissibles en AB – Moyenne sur 8 ans entre 2016 et 2023

L'agrandissement des fermes et la capitalisation des outils de productions rendent les fermes plus difficilement transmissibles. En 8 ans les animaux ont pris de plus en plus de valeur : + 35% en UGB laitiers pour atteindre 1 111€ par UGB laitier. Scénario d'emprunt avec un taux à 3,5% (taux moyen sur les reprises/installations en 2026) et où l'intégralité de l'excédent brut d'exploitation (hors annuités existantes) est consacrée au remboursement de l'emprunt tout en assurant un revenu. Les calculs intègrent une marge de sécurité de 2 SMIC.

	1 SMIC	1,5 SMIC	2 SMIC
Fermes bio CIVAM 53	7 ans	10 ans	16 ans
RICA PDL	8 ans	10 ans	14 ans

	EBE dégagé pour 100€ de capital par UTH	Capital à investir pour 1€ d'EBE par UTH	Résultat social dégagé pour 100€ de capital par UTH
Fermes bio CIVAM 53	34,63 €	2,94 €	31,33 €
RICA PDL	23,05 €	4,55 €	13,65 €

La ferme bio CIVAM mayennaise est plus facilement transmissible et vivable : moins conséquente en terres, en animaux et en capital, elle dégagne également plus d'excédent brut d'exploitation pour rémunérer son travail et rembourser ses annuités (malgré tout 25% plus importantes que pour le RICA). Ainsi, à même niveau d'investissement dans le capital, la ferme bio CIVAM 53 rémunère mieux le travail direct (salaires, prélèvements) et différés (cotisations sociales) et dégage plus facilement de l'excédent pour rembourser les annuités, investir et rémunérer les exploitants.



Le réseau CAB/GAB/CIVAMBIO va réaliser une fiche synthétique sur la notion de transmissibilité en bovin lait bio depuis 10 ans à l'automne et les référentiels bovin lait bio du GAB 44 et du CIVAMBIO 53.

Tous ces outils seront amenés à être diffusés dans le réseau CAB/GAB/CIVAM BIO pour accompagner les porteurs de projet à l'installation.

RETOUR DES 5 FERMES DES PAYS DE LA LOIRE DE LA FÊTE DU LAIT BIO EN 2026



A la ferme Péard à Blain (44)
Autour d'une centaine de personnes est venue prendre le petit déjeuner et/ou visiter la ferme ainsi que l'atelier de transformation. Les visiteurs pouvaient participer à la traite, déguster les yaourts, le fromage blanc et les desserts laitiers. Pour ceux qui voulaient se rafraichir, il y avait une piscine à paille.

Crédit photo : GAB 44 - Ferme Péard - 2026

Chez Marina et Antony Bureau à la ferme l'Angevinière, à St Lézin (49)

Au total une centaine de personnes était présente. Plusieurs activités étaient au programme : petit déjeuner avec du pain et de la brioche, découverte de la traite des vaches, la participation à un jeu de piste pour les enfants, animation autour des abeilles et du miel, une balade dans les prairies, l'importance des arbres et de l'agroforesterie, des haies, la connaissance de l'hydrologie régénérative, la dégustation de Flammekeuche à cuire dans leur four en terre, pique-nique, un spectacle « VIVANT » de Cie à travers Champs.

A la ferme de la voie verte, chez Arnaud et Martine Baranger, à Campbon (44)

Au programme, il y avait un petit-déjeuner, la participation à la traite, la visite de la ferme, une balade nature, la découverte de l'atelier miel et un concours de bottes de foin. Cette manifestation a permis de rassembler une centaine de personnes.



Crédit photo : Antony et marina Bureau



Crédit photo Civam bio 53 Emma GOURET

Chez Isabelle et Rodolphe Doineau à la ferme des Dorines, à Bouère (53)

Au total 80 personnes sont venues à l'évènement. Les plus matinaux ont participé à la traite des vaches. Ensuite, s'est déroulé le petit déjeuner gourmand. Les participants ont pu visiter la ferme et découvrir la biodiversité sur la ferme. Il y a eu un bon relais presse et radio locale.

Au GAEC Fromage de Perrure chez Claire Mimault et Antoine Bernard, à Mervent (85)

Après un copieux petit déjeuner dans la chèvrerie, à base de produits bios et locaux, les 150 participants ont pu sortir les chèvres au pâturage. Puis une petite digestion printanière était proposée dans les prés à la rencontre des Salers et de leurs veaux, des haies fraîchement plantées, de l'étang, du chant des oiseaux.